

# **En Italie, après le 12 décembre : “quelque chose a changé, mais le chemin est encore très difficile”**

samedi 20 décembre 2014, par [KRIVINE Alain](#), [TURIGLIATTO Franco](#) (Date de rédaction antérieure : 18 décembre 2014).

**Entretien. Ancien sénateur, Franco Turigliatto fait partie de la direction de Sinistra anticapitalista. Avec lui, nous revenons sur la situation sociale et politique en Italie au lendemain de la grande journée de grève et de mobilisation du vendredi 12 décembre.**

---

## **Alain Krivine - Quelle ont été l'importance des mobilisations de ce vendredi ?**

Franco Turigliatto - Après des années d'une passivité totale des grandes organisations syndicales face à la politique d'austérité menée par les gouvernements des patrons (Berlusconi, Monti, Letta), il y a enfin eu une grève générale contre les mesures de l'actuel gouvernement Renzi composé du Parti démocrate (PD), d'un parti du centre et du soi-disant Nouveau Centre droit. De fait, il bénéficie aussi du soutien de Forza Italia de Berlusconi, même si formellement ce parti est dans l'opposition. C'est un gouvernement des patrons qui s'aligne sur la politique de la Troïka européenne, au-delà de la propagande démagogique de Renzi.

La grève a été appelée par le principal syndicat, la CGIL, et par la UIL (les dirigeants de ces deux syndicats sont encartés au PD) et a clairement été réussie, avec des manifestations massives dans 54 villes (40 000 à Milan et à Turin et plus de 20 000 à Rome et à Naples). L'autre grande organisation syndicale, la CISL ultra pro-gouvernementale, n'a pas participé à la grève.

La grève est arrivée après deux mois de mobilisations. Cela a commencé avec des luttes pour la défense de l'emploi, en particulier dans la métallurgie. Puis, à Rome le 25 octobre la grande manifestation nationale de la CGIL qui a vu la participation de plusieurs centaines de milliers de travailleurEs. Enfin, la grève très combative du 14 novembre appelée par les métallos de la Fiom/CGIL dans le centre nord du pays (au sud et dans les îles, la grève a eu lieu à une autre date) avec un grand cortège très antigouvernemental à Milan.

Le même jour a eu lieu la « grève sociale », c'est-à-dire la grève des syndicats de base, des mouvements sociaux, des travailleurEs précaires et des étudiantEs, avec des manifestations dans des dizaines de villes. C'est dans ce contexte de lutte et avec un gouvernement qui attaque directement les droits des travailleurEs et mêmes les appareils syndicaux, que les dirigeants de la CGIL et de la UIL ont été obligés d'appeler à la grève.

## **Quelles sont les lignes d'attaque du gouvernement et des patrons ?**

Au cœur des attaques, il y a la nouvelle loi sur le droit du travail (ce qu'on appelle le Jobs Act) qui

détruit complètement les droits des travailleurEs dans les entreprises. Ce sont des droits qui sont garantis par le code du travail de 1970, une des conquêtes de cette grande période de luttes du mouvement ouvrier italien. Dans la nouvelle loi, on donne aux patrons toute la liberté de licencier et de fliquer les travailleurEs, et de réduire leurs qualifications, afin de garantir une exploitation plus grande.

Ensuite, il y a la loi de stabilité et de finances qui combine deux types de mesures : un grand cadeau aux patrons, avec une forte réduction des impôts pour les entreprises, et de nouvelles coupes dans les dépenses sociales de l'État, des régions et des communes.

Par ailleurs, un processus de privatisation de l'école publique est en cours. Enfin, il y a un décret, « Débloquer l'Italie », qui donne les mains libres à la spéculation immobilière et à la destruction de l'environnement.

### **Quelle suite peut avoir cette journée au niveau politique et pour la recomposition du mouvement ouvrier ?**

La question de fond est de savoir si ce mouvement continuera après la journée du 12 pour remettre en question la politique du gouvernement. Après des années de grande passivité, quelque chose a changé, mais le chemin de la recomposition d'un mouvement ouvrier organisé et combatif est encore très difficile. Nous sommes donc encore loin de la reconstruction d'une unité entre les différents mouvements et entre les générations.

Ce processus est d'autant plus nécessaire pour faire face non seulement à l'action des capitalistes qui veulent une société vaincue et fragmentée, mais aussi pour combattre la présence toujours plus menaçante de la Ligue du Nord de Salvini (qui a opéré un tournant nationaliste et qui agit désormais en plein accord avec le FN français) et contre leurs alliés de l'extrême droite, qui, dans cette décomposition de la société, espèrent construire leur projet raciste, réactionnaire et antidémocratique.

Quel ont été les rôles des partis, des syndicats et des « mouvements sociaux » ?

Les grands partis officiels qui ont gouverné ces dernières années sont tous des gestionnaires de l'austérité. Les forces de la gauche sont faibles et divisées, même si, autour de la « Liste Tsipras » qui aux élections européennes a dépassé le seuil des 4 %, des tentatives d'unité et de recomposition sont en cours. Pour le moment, ce sont les difficultés qui dominent, aussi parce que la principale formation, Sinistra Ecologia e Libertà (SEL) de Vendola cherche l'unité avec le PD. Rifondazione s'est beaucoup affaibli ces dernières années et souffre de divisions internes. En plus, une grande partie de cette gauche est encore très dépendante ou liée à l'appareil de la CGIL ou à l'aile de gauche de la direction de la Fiom.

La direction bureaucratique de la CGIL a la lourde responsabilité d'avoir avalisé pendant des années la politique libérale. Aujourd'hui, elle est contrainte de prendre l'initiative, mais il est difficile de penser qu'elle va construire un mouvement global à la hauteur des attaques en cours. Cela s'explique aussi par le fait que son principal objectif est de s'assurer une place à la « table des négociations », de jouer un rôle de médiation avec le gouvernement, tout en sauvegardant son appareil et sa crédibilité auprès des travailleurEs en trouvant des compromis qui limitent les dégâts. Cette orientation s'est exprimée dans la plateforme revendicative du 12 décembre qui était très générale et ne demandait pas le retrait tout court des mesures du gouvernement.

La bataille pour donner une continuité à la lutte sur une plateforme claire et radicale et pour la convergence entre le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux, est celle que mène mon organisation, Sinistra anticapitalista.

## **Y a-t-il des regroupements « lutte de classe » dans les syndicats ou en dehors ?**

Au dernier congrès de la CGIL un courant de gauche a émergé, petit mais significatif et actif : « Le syndicat est autre chose ». C'est une opposition dans la CGIL, présente dans toutes les catégories mais en particulier parmi les métallurgistes.

Et puis il y a différents syndicats de base, dont la capacité d'action et de mobilisation, politiquement importante, est néanmoins limitée. Il y a eu des tentatives de prendre des initiatives unitaires (par exemple entre ces différentes forces lors de la journée du 14 novembre) mais domine encore un esprit sectaire d'autodéfense qui se caractérise par le choix très erroné de ne pas participer à la grève du 12 décembre. Ils se sont coupés de fait de la grande masse des travailleurEs qui ont choisi de se mobiliser lors de cette journée cruciale. Avec cette orientation politique, il est difficile d'égratigner les positions des appareils syndicaux majoritaires.

## **Où en est Beppe Grillo et son mouvement ?**

Le mouvement Cinq étoiles (M5 stelle) est la principale force d'opposition parlementaire. Dans les institutions, il mène des batailles démocratiques significatives, dont celle contre le Jobs Act. C'est une force qui connaît aujourd'hui des difficultés même si elle a encore un important soutien électoral. Au-delà d'une gestion « patronale » et verticale par ses deux chefs, le M5 est une force qui ne s'exprime pas sur le plan social, dans les luttes et dans les mobilisations. Il n'en a tout simplement pas la compréhension. Beaucoup de ses électeurs participent aux mouvements sociaux et étaient certainement dans la rue le 12, mais le parti en tant que tel, à cause de sa nature politique et de classe (ni de droite ni de gauche...) et de sa stratégie, n'est pas capable d'être un sujet actif dans la construction d'une mobilisation sociale, et notamment de la classe ouvrière. Reconstruire le mouvement ouvrier n'est clairement pas son problème. Au contraire, ses succès électoraux viennent d'une combinaison de rage et de passivité sociale. La reconstruction d'un mouvement ouvrier et social fort est plus que jamais la tâche de la gauche lutte de classe.

## **Propos recueillis par Alain Krivine**

---

### **P.-S.**

\* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 269 (18/12/2014). <http://www.npa2009.org/>

\* Traduction par Ross Harrold.